Parlement européen : Viktor Orban défend les valeurs chrétiennes (Màj)

19/01/2012 à 8h50



Addendum vidéo

La conférence de presse qui suit la séance de plénière du Parlement de Strasbourg donnera lieu à une seule question de l'ensemble de la presse Française :

Un des personnages que j'ai toujours admiré, sur lequel je prends exemple, c'est De Gaulle

Addendum vidéo

Pourquoi [des membres] de ma famille et des gens que je connais, juifs en Hongrie, ont peur aujourd'hui ?" – **Daniel Cohn-Bendit**.

iTélé – 18/01/2012

Le Premier ministre hongrois s'est présenté en défenseur de la

chrétienté pour justifier les dérives autoritaires dont l'accuse le Parlement européen. Il a dénoncé une *"offensive politique"* contre la Hongrie et s'en est pris à l'Allemagne.

Nous avons des sentiments chrétiens, nous pensons que le sentiment de faire partie d'une Nation est important et que la famille est importante." **Viktor Orban**.

Viktor Orban a ajouté constater que ***"ces principes n'étaient pas soutenus dans cette maison"***, à en juger les critiques essuyées au fil du débat :

Je suis aussi catholique, mais soit l'Europe est pluraliste soit ce sera un échec." – **Martin Schulz**.

Un Etat moderne ne peut pas se fonder sur une seule religion." – **Daniel Cohn-Bendit**.

Le chef du gouvernement fait l'objet de critiques pour avoir modifié la Constitution hongroise afin notamment d'y souligner l'importance de la religion avec une référence explicite à *"Dieu"* et de supprimer la mention *"République de Hongrie"* au profit de *"Hongrie"*. Ses détracteurs y ont vu un tournant nationaliste.

"Peut-être sommes-nous en minorité avec cette position en Europe, mais nous avons la liberté de la représenter", a-t-il dit. Il a aussi dénoncé une *"offensive politique contre la Hongrie"* et dans le domaine financier, venue de l'extérieur, à un moment où le pays est en grande difficulté et demande des prêts internationaux. […]

La Commission européenne menace de poursuivre le gouvernement hongrois en justice s'il ne modifie pas rapidement trois textes de loi menaçant en particulier l'indépendance des juges et de la banque centrale du pays. Et elle lie tout prêt à ces changements. […]

France 24 – 18/01/2012